

Le .FR en 2022

—
Mars 2023



Sommaire

Définitions	4
Préambule	5
Résumé	6
1. Croissance du .FR	8
2. Parts de marché en France	10
3. Activité du .FR	13
4. Formation du solde net du .FR	16
5. Paramètres clés du .FR	19
5.1. Un taux de création en léger déclin.....	19
5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2022.....	21
5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication.....	23
5.4. Évolution du nombre de .FR depuis 1998	27

6. Concentration du marché du .FR.....	29
7. Répartition des .FR sur le territoire national.....	36
8. Titulaires étrangers	38
9. DNSSEC	40
10. Noms en caractères accentués sous .FR	42
11. Dépôts en mode multi-années	43
12. Le .FR et la création d'entreprises.....	45
13. Perspectives 2023 du .FR	50
Annexe : Données sources des graphiques.....	53

Définitions

TLD (top-level domain) : extension de premier niveau. Le .FR, le .ORG sont des extensions de premier niveau.

ccTLD (country-code top-level domain) : extension de premier niveau correspondant à un territoire ou à un pays. Le ccTLD de la France est .FR, mais il existe d'autres ccTLD français comme le .RE (Île de la Réunion), le .PM (Saint-Pierre et Miquelon) etc.

gTLD (generic top-level domain) : extension générique, non rattachée à un pays ou à un territoire particulier. Le .COM, le .NET, le .ORG sont des gTLD.

Legacy gTLD : extension générique créée avant 2014. Ce sont des extensions « historiques » comme les .COM, .NET, .ORG ou plus récentes (2001-2004) comme les .INFO, .BIZ, .MOBI, etc.

nTLD (new top-level domain) : extension générique créée après 2014. Les nTLD se répartissent en plusieurs sous-segments comme les geoTLD (régions, villes...), les community TLD (à caractère communautaire), les .BRAND (extensions correspondant à de grandes marques) ou les nTLD génériques (termes usuels du dictionnaire).

Préambule

Sa position d'office d'enregistrement du .FR permet à l'Afnic d'observer le phénomène de l'adaptation de la société française à ces conditions particulières, notamment sous l'angle de la dynamique de la transformation numérique.

Si l'on s'en tient au seul marché des noms de domaine en France, la tendance de 2021 à un « retour à la normale » tempérée par la pérennisation de certains acquis de la transformation numérique s'est poursuivie en 2022, avec certaines nuances nouvelles.

Au global, le record historique de créations obtenu en 2020 (793 000) n'a pas été reproduit, mais les 753 000 créations de 2022 (contre 777 000 créations en 2021) montrent combien cette année fut encore placée sous le signe d'une appropriation des bénéfices du numérique par les utilisateurs français : elles restent supérieures de 9 % à celles de 2019.

Ce rapport détaille l'activité du .FR au cours des mois écoulés. Il permet aussi d'obtenir des clés de lecture de tendances plus générales en essayant d'anticiper ce qu'elles pourraient être en 2023.

Résumé

Le .fr a passé la barre des 4 millions de noms de domaine en décembre 2022, avant de retomber et de s'établir à 3 996 245 noms en stock au 31/12/22, contre 3 882 488 au 31/12/21. Le stock est repassé au-dessus des 4 millions dès le mois de Janvier 2023.

Le .fr a vu sa croissance passer de 5,8 % en 2021 à 2,9 % en 2022, avec des créations en baisse de 3 % et des suppressions en hausse de 13 % (soit deux fois la croissance du stock en 2021).

Ces variations sont les conséquences d'une variation de rythme de la transformation numérique, qui a incité de nombreuses TPE/PME à développer leurs activités sur internet. En 2022, les entreprises n'ayant pas encore de présence internet se raréfient et celles qui en ont une dressent parfois un bilan mitigé des efforts consentis depuis 2020. La physionomie du marché évolue, avec une dynamique de créations toujours forte combinée à des niveaux de suppressions plus élevés.

La part de marché du .FR en France est en progression constante, s'établissant à 39,4 % contre 38,8 % à la fin 2022.

Le taux de maintenance s'est en revanche dégradé, s'établissant à 83,5 % contre 84,6 % en 2021 et 83,9 % en 2020. La structure d'ancienneté des noms en .FR a jusqu'à présent contribué à sa stabilité mais les suppressions ont touché en 2022 les deux années ayant représenté des records historiques en termes de créations : un effet volume est perceptible. Le fait que le .FR continue de gagner des parts de marché montre que ses concurrents sont soumis à des difficultés identiques, qu'ils ont plus de mal à surmonter.

La « déconcentration » du .FR est toujours à l'œuvre, les créations étant moins concentrées que le stock et ce constat étant encore plus marqué en 2022 qu'en 2021 pour les trois principaux bureaux d'enregistrement actifs sous .FR. Ceci dénote des dynamiques

concurrentielles accrues entre les acteurs « historiques » et des « challengers » enregistrant de fortes croissances.

Les dynamiques régionales traduisent toujours un certain « rattrapage » de certaines régions rurales en termes de croissance, bien que les poids des régions dans le portefeuille de .FR déposés varient peu et soient liés à la présence de centre urbains et économiques importants.

La corrélation entre les créations de .FR et les créations d'entreprises est moins marquée en 2022 qu'en 2020 et 2021. Ceci pourrait être attribué, dans un contexte où la part de marché du .FR est en progression, à une moindre priorisation par les entreprises en création de leur dispositif de présence sur internet (ou bien à un recours plus répandu à d'autres formes de présence que des sites web, de type média sociaux ou market places).

Les perspectives 2023 du .FR seront déterminées par deux phénomènes divergents : d'un côté la consolidation des acquis de la transformation numérique au sein d'une grande partie des entreprises, de l'autre l'évolution des pratiques et outils, ainsi que les ambitions qui y sont attachées.

L'enjeu principal concerne désormais la consolidation des pratiques sur la durée, le développement d'une présence efficiente sur internet exigeant un effort continu. La nature des dispositifs de présence pourrait donc être amenée à évoluer, en allant toujours dans le sens d'une plus grande simplification pour l'utilisateur, et d'une « promesse de valeur ».

Reste à savoir si cette « promesse » sera tenue... et si, sur le long terme, les sites web ne restent pas les supports les plus solides, les plus indépendants et les plus pérennes pour les entreprises de toutes tailles dès lors qu'ils peuvent intégrer des fonctionnalités faisant la force des solutions alternatives. Les défaillances d'entreprises, plus nombreuses en 2022 qu'en 2021, peuvent aussi continuer à peser en 2023 sur les renouvellements du .FR.

1. Croissance du .FR

La croissance du .FR s'est établie à 2,9 % en 2022, après les deux années atypiques que furent 2020 (impact du Covid) et 2021 (retour progressif à la normale).

Elle est toujours restée supérieure à celle du marché français toutes extensions confondues, qui suit la même tendance générale (+ 1,3 % en 2022 contre + 3,6 % en 2021 et + 6,1 % en 2020).

La croissance du .fr est également toujours légèrement supérieure à celle des ccTLD de l'Union européenne (hors .UK), leur croissance s'établissant à 2 % en 2022 (contre 2,9 % en 2021 et 3,4 % en 2020).

La croissance du marché mondial enfin a évolué à contre-courant par rapport à celles que nous venons d'évoquer, parce que soumise aux fluctuations des Legacy TLD et des nouvelles extensions. Celles-ci avaient particulièrement souffert en 2020, et la tendance globale du marché était tombée à -0,2 %. L'année 2021 a vu un début de redressement (+ 0,5 %) après la fin des « purges » dans les grands nTLD, redressement confirmé en 2022 avec + 1,9 %.

Cette évolution reste cependant fragile, exposée à des variations négatives de fortes amplitudes notamment sous le .CN (Chine).

On observe qu'après des années très contrastées, les croissances des différents segments ont toutes tendu à se « rejoindre » en 2022 en convergeant vers la fourchette 2 – 3 %.

Évolution des croissances annuelles

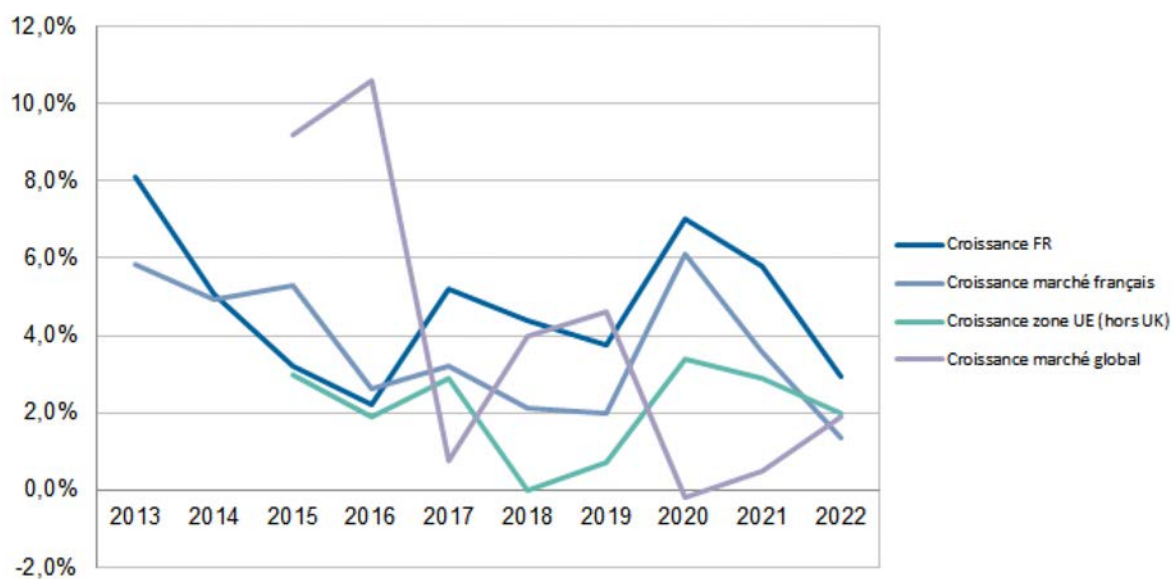


Figure 1 : Évolution des croissances annuelles (2013 – 2022)

(Tableau des chiffres de la figure 1)

2. Parts de marché en France

Le .FR ayant continué à croître plus vite que son marché local en 2022 (cf. Fig. 1), sa part de marché était de 39,36 % à la fin 2022 (contre 38,75 % fin 2021). **Cette part de marché représente un nouveau plus haut historique pour le .FR.**

Le gain de part de marché a donc été de 0,6 point en 2022, tandis que le .COM a pour sa part perdu 0,5 point. Le différentiel entre les deux extensions a donc évolué à l'avantage du .FR en 2022.

Le .FR est l'extension la plus plébiscitée, notamment par les PME (67 % pour le .fr vs. 33 % pour le .COM). Ce chiffre est en constante augmentation. (Source Étude de 2022 sur la présence en ligne des TPE françaises, Afnic, <https://www.afnic.fr/observatoire-ressources/observatoire/presence-en-ligne-tpe/>)

	2018	2019	2020	2021	2022	Total
.FR	0,8	0,5	0,3	0,8	0,6	+ 3,0
.COM	1,2	0,6	- 0,6	0,6	- 0,5	+ 1,3
Autres Legacy	- 0,9	-0,8	- 0,3	- 0,3	- 0,3	- 2,6
Autres ccTLD	- 0,3	- 0,2	- 0,4	- 0,2	- 0,1	- 1,2
nTLD	- 0,9	- 0,1	1,0	- 0,9	0,3	- 0,6

Tableau 1 : Variations des parts de marché en France (2018 – 2022)

Le Tableau 1 permet de visualiser le détail des « gains » et des « pertes » de parts de marché sur les cinq dernières années. Pendant cette période, la situation du .FR s'est améliorée de manière constante avec au total un gain de 3 points. Le .COM a de son côté gagné 1,3 point, les Autres Legacy perdu 2,6 points, les Autres ccTLD 1,2 point, les nTLD 0,6 point.

L'année 2022 a confirmé la stabilité du .FR sur son marché, tandis que le .COM traversait avec un décalage de quelques mois la phase de « retour à la normale » constatée en 2021 pour les ccTLD. Bien que 2022 ait été, au niveau mondial, une mauvaise année pour le .COM (première perte en stock enregistrée depuis plus de 20 ans) il serait excessif d'en inférer qu'il est entré en période de déclin. Pour autant, **une réelle « préférence » en France pour le .FR transparait dans ces données pluri annuelles.**

Les pertes de parts de marché des autres segments peuvent s'expliquer par les mêmes facteurs que les années précédentes : déposés plutôt à titre défensif, les « Autres Legacy » souffrent ainsi de « nettoyages de portefeuilles » que ne viennent pas compenser de fortes créations.

Les nTLD pour leur part fonctionnent selon deux logiques bien différentes. D'un côté, les nTLD « low cost » attirant des créations d'aubaine et connaissant ensuite de faibles taux de maintenance. De l'autre, les nTLD plus « classiques » contraints par les charges fixes imposées par l'ICANN et par leurs volumes relativement faibles à pratiquer des tarifs qui les rendent peu compétitifs tout en ne leur permettant pas de dégager des marges suffisantes pour financer les opérations de promotion dont ils auraient besoin pour se faire connaître de leurs cibles.

La Figure 2 ci-dessous montre que sur une longue période, la réalité du marché est celle des usages, et que le grand défi pour les extensions « secondaires » comme les Autres Legacy, ou nouvelles venues sur le marché, comme les nTLD, est de réussir à s'ancrer dans des usages réels.

Évolutions des parts de marché en France

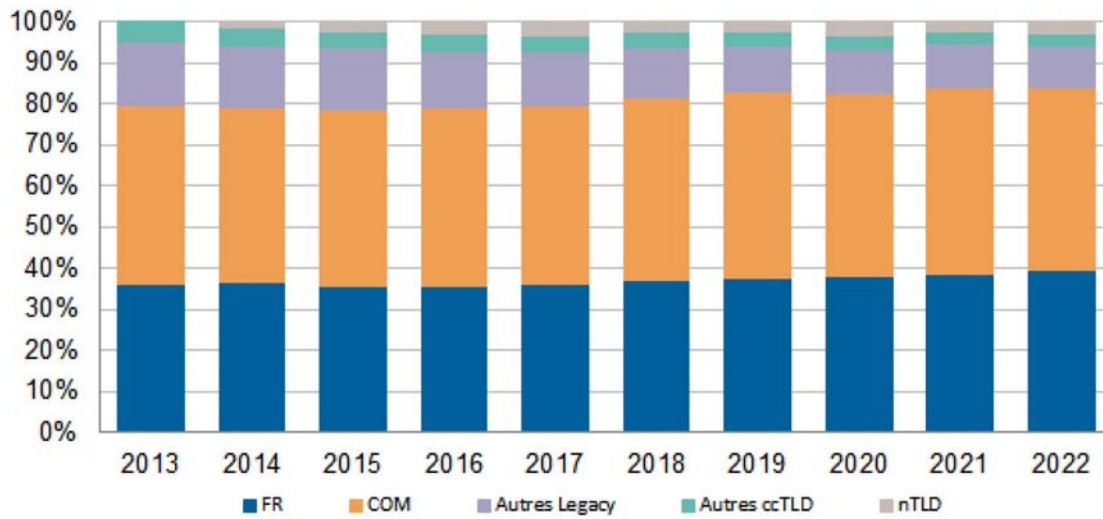


Figure 2 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2022)

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

(Tableau des chiffres de la figure 2)

De ce fait, la pérennité et le succès d'une extension sont moins mesurables par les volumes de stocks ou par les dynamiques des créations que par l'utilisation réellement faite des noms. Cette dimension est aussi malheureusement l'une des plus complexes à évaluer et pour l'instant nous ne sommes pas en mesure de proposer des données fiables à ce sujet.

3. Activité du .FR

Comme anticipée par l'Afnic, l'activité du .FR a été marquée en 2022 par une réduction des créations (- 3 % après - 2 % en 2021). **Celles-ci restent néanmoins assez largement supérieures aux 700 000 annuelles qui a longtemps formé comme un « plafond de verre » pour le .FR.**

Les suppressions ont augmenté de 13 %, avec pour conséquence une détérioration du taux de maintenance qui passe de 84,6 % à 83,5 % en 2022 pour une moyenne de 83,6 % sur la période 2017 - 2021.

Le bon niveau des créations prouve que le phénomène d'accélération de la transformation numérique tend à se pérenniser au travers d'une activité soutenue de créations de sites internet. Pour autant, l'augmentation significative des suppressions pourrait être l'indice d'une disparition plus importante des sites web créés à l'occasion des confinements, comme si une partie des entreprises revenues dans le contexte d'activité « normal » ne voyaient plus autant l'intérêt de maintenir ou développer leur présence sur internet. Une autre cause de cet envol des suppressions pourrait être le contexte économique et l'augmentation des défaillances d'entreprises, comme nous le verrons dans la suite de la présente étude.

Le Tableau 2 présente les écarts par nature de flux.

Flux	2021	2022	Variation (abs)	Variation (%)
Créations	776 514	753 412	- 23 102	- 3,0 %
Suppressions nettes ¹	564 245	639 367	+ 75 122	+ 13,3 %
Solde net	212 269	113 757	- 98 224	- 46,3 %

Tableau 2 : Flux d'activité du .FR en 2022

Le solde net est de ce fait presque divisé par deux, restant encore supérieur à 100 000 noms.

La Figure 3 présente l'évolution des flux du .FR depuis 2011 et permet de visualiser les niveaux habituels de créations, de suppressions et de solde net.

¹ Les Suppressions nettes correspondent aux Suppressions brutes minorées des opérations de « restauration » de noms supprimés puis conservés par leurs titulaires, et majorées des suppressions menées à l'initiative de l'Afnic notamment dans le cadre d'opérations de vérifications.

Évolution de l'activité du .FR

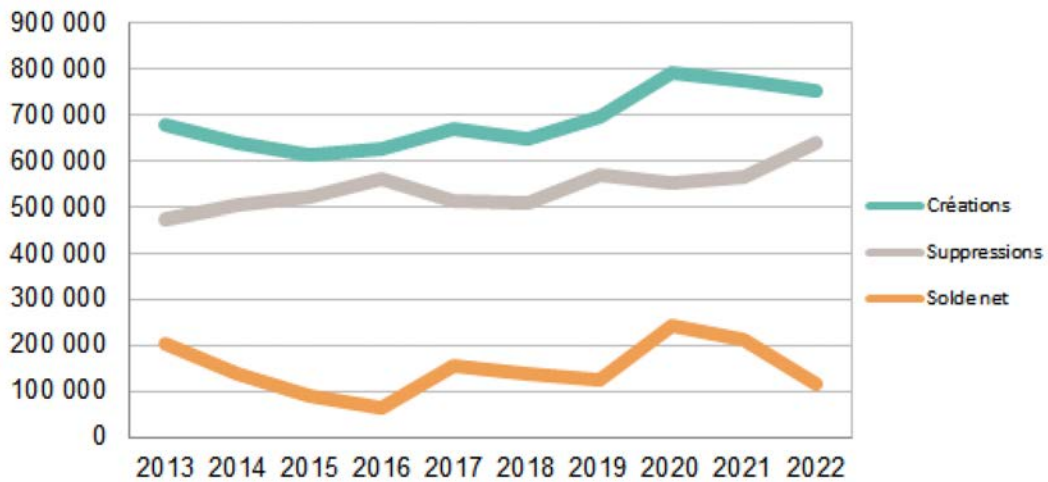


Figure 3 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2022)

(Tableau des chiffres de la figure 3)

Après un pic en 2012, les créations ont oscillé entre 600 et 700 000 par an de 2013 à 2019. Elles ont dépassé les 700 000 en 2020 et se sont maintenues au-dessus de ce seuil en 2021 et 2022.

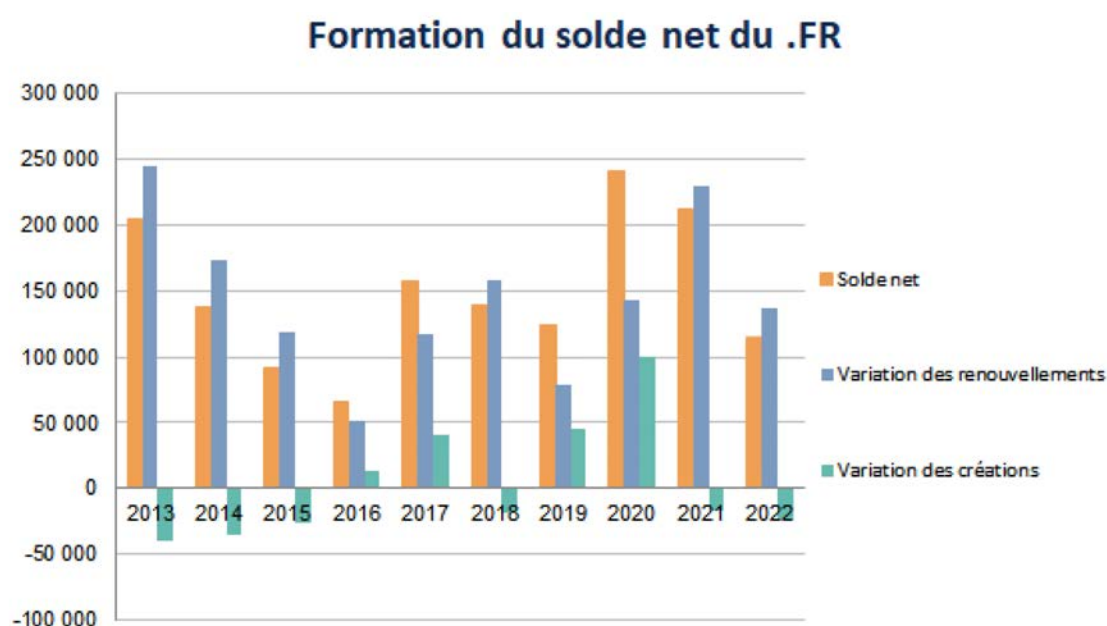
Pour leur part, les suppressions ont évolué entre 2013 et 2021 dans le « canal » de 500 000 à 600 000 avec deux pics en 2016 et 2019 liés à des incidents ponctuels. Les 600 000 suppressions ont été franchies en 2022, avec un taux de maintenance en repli par rapport à 2021 (83,5 contre 84,6²).

² Le Taux de maintenance est calculé par la formule suivante : $(\text{Stock } 01/01/23 - \text{Créations } 2022) / \text{Stock } 01/01/22$. Il mesure donc la proportion de noms présents au 01/01/22 qui sont toujours présents au 01/01/23. Les puristes distinguent ce Taux de maintenance du Taux de renouvellement, qui mesure la proportion de noms renouvelés parmi ceux qui arrivaient à échéance dans une période considérée. Pour des raisons de benchmark, nous

4. Formation du solde net du .FR

L'étude des composantes du solde net et de leurs évolutions met en évidence les dynamiques sous-jacentes aux performances étudiées ci-dessus.

La Figure 4 représente les variations des renouvellements et des créations d'une année sur l'autre, leur addition formant le solde net.



préférons utiliser le Taux de maintenance qui peut être calculé sans disposer des dates d'échéances des noms renouvelés.

Figure 4 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2022)

(Tableau des chiffres de la figure 4)

La variation des renouvellements a toujours été positive entre 2012 et 2022, traduisant le fait que le nombre absolu de noms renouvelés ne cesse de croître (**2021 est la première année où plus de 3 millions de .FR ont été renouvelés**). Cette variation positive s'est réduite d'année en année entre 2012 et 2016, avant de revenir en 2017 au niveau de 2015 et de dépasser les + 150 000 noms en 2018. La hausse des suppressions a pesé sur ce paramètre en 2019, mais celui-ci est revenu frôler les + 150 000 noms en 2020. En 2021, la variation positive a été comparable à celles des années 2012/2013, ce qui se traduit par une amélioration significative du taux de maintenance. En 2022 en revanche la progression du nombre de noms maintenus s'est significativement réduite, tout en rejoignant le niveau de 2020 qui correspondait à une activité « hors Covid » (renouvellements des noms déposés antérieurement à 2020).

Les variations des créations ont pour leur part été orientées à la baisse en 2013 – 2015 avant de connaître une reprise en 2016 et 2017, puis de repasser dans le rouge en 2018 et de se rétablir enfin en 2019. L'année 2020 fut « exemplaire » avec un gain de 100 000 créations, mais aussi atypique. Cette performance exceptionnelle n'a pas été renouvelée en 2021 et 2022, mais les créations se sont pourtant maintenues à un niveau proche de ce record.

La variation du solde net est plus induite par les variations des renouvellements (noms maintenus dans le stock) que par celles des créations, ce dernier facteur venant doper les résultats ou au contraire les minorer. Cette situation est celle de toutes les extensions existant depuis plusieurs décennies, le poids des noms en stock excédant largement celui des nouveaux noms créés dans une année donnée. Elle met en exergue l'intérêt pour leurs registres d'accorder une importance particulière aux renouvellements, même si les créations conservent un intérêt stratégique évident.

L'étude des paramètres-clés du .FR dans le chapitre suivant permet d'explicitier ces éléments et d'illustrer le raisonnement mené en termes de prévisions d'activité.

5. Paramètres clés du .FR

5.1. Un taux de création en léger déclin

Le taux de création représente la part de noms créés dans l'année dans le stock en fin d'année. Plus un TLD est « jeune » ou « dynamique », plus son taux de création est élevé. Ce taux tend à se réduire avec le temps, puisque le stock de noms augmente d'année en année et que l'effort à fournir en termes de créations (en valeur absolue) est mécaniquement de plus en plus important, si l'on veut conserver un pourcentage identique d'une année sur l'autre.

La figure 5 montre que le taux de création du .FR, qui était très élevé au début des années 2010, a baissé fortement en 2013 – 2015, avant de connaître un palier en 2016 – 2017, de se dégrader en 2018 et de remonter en 2019 et en 2020. Cette évolution ne s'est pas poursuivie en 2021 et 2022, le taux de création du .FR retombant vers 19 % et devant probablement tendre vers 18 % en 2023.

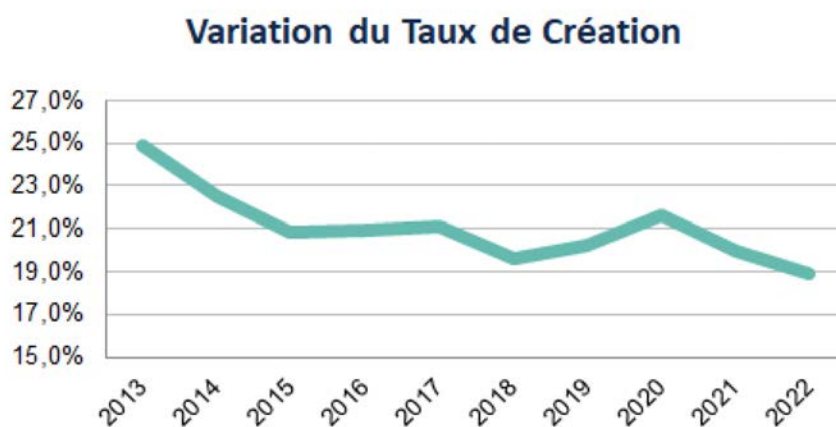


Figure 5 : Variation du Taux de Création

(Tableau des chiffres de la figure 5)

Nous pouvons à présent évaluer la pertinence des scénarios évoqués en termes d'évolutions possibles au cours des deux dernières années. Nous évoquons deux possibilités :

- **un scénario optimiste, si la transformation numérique initiée en 2020 se poursuivait en assurant le maintien de la dynamique de créations ;**
- **un scénario pessimiste, si la crise économique venait réduire les investissements et dissuader les porteurs de projets potentiels de se lancer dans la création d'entreprise.**

Nous avons vu que le taux de création a tendance à diminuer, même si le volume absolu des créations reste fort. Nous sommes donc plutôt restés dans le scénario optimiste en 2022 et devrions continuer à bénéficier des effets de la pérennisation de la transformation numérique, au moins en termes de créations. Cependant le maintien des créations à un niveau minimum de 700 000, pour un stock évalué à environ 4 075 000 .FR fin 2023, donne un taux de création de 18 % environ. Le seuil de ce taux ne peut donc s'apprécier sans tenir compte du nombre de créations en valeur absolue, et réciproquement.

L'évolution des créations hebdomadaires illustré dans la Fig. 5.1 permet d'expliquer pourquoi le nombre de créations fut moins élevé en 2022 qu'en 2021. De janvier à mai 2022, les créations hebdomadaires sont restées inférieures au niveau constaté de janvier à mai 2021. Mais la tendance s'est inversée ensuite, le « retour à la normale » de 2021 étant dépassé en 2022 par l'impact de la pérennisation de la transformation numérique. Ainsi, le déficit de 45 000 créations sur les 5 premiers mois de l'année a été partiellement compensé de juin à décembre pour atteindre le solde négatif de – 23 000.

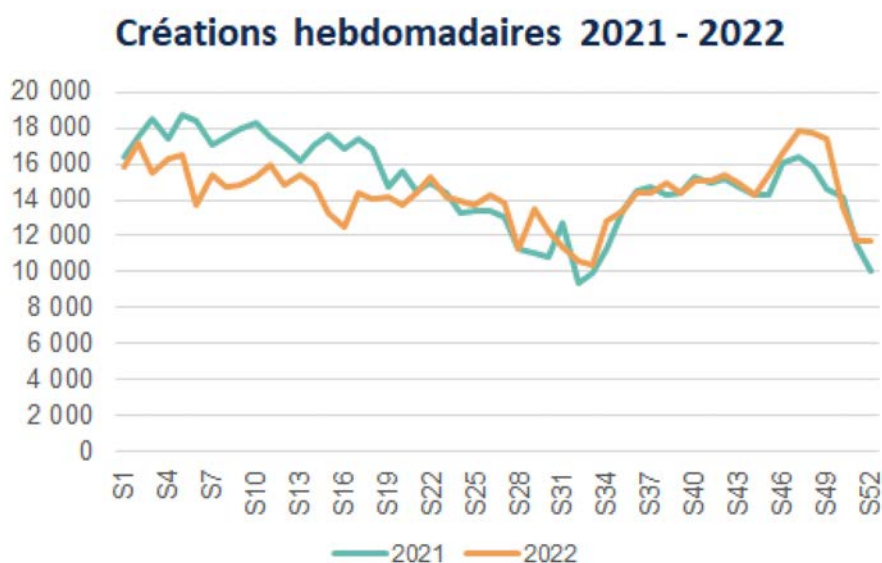


Fig. 5.1 – Comparaison des niveaux de créations hebdomadaires en 2021 et 2022

(Tableau des chiffres de la figure 5.1)

On peut donc penser que sauf phénomène exceptionnel la tendance à la stabilisation des créations dans la fourchette 730 000 – 750 000 se vérifiera en 2022, avec un léger déclin continu et un taux de création proche des 18,0 – 18,5 %.

5.2. Un taux de maintenance en baisse en 2022

Le taux de maintenance est calculé en soustrayant les créations de l’année au stock de fin d’année, et en rapportant ce solde au stock en début d’année. Il mesure donc la proportion de noms existant en portefeuille en début d’année, qui n’ont pas été supprimés en fin d’année.

Nous avons observé que ce taux de maintenance était en diminution en 2022 du fait de l’augmentation des suppressions plus rapide que celle du stock.

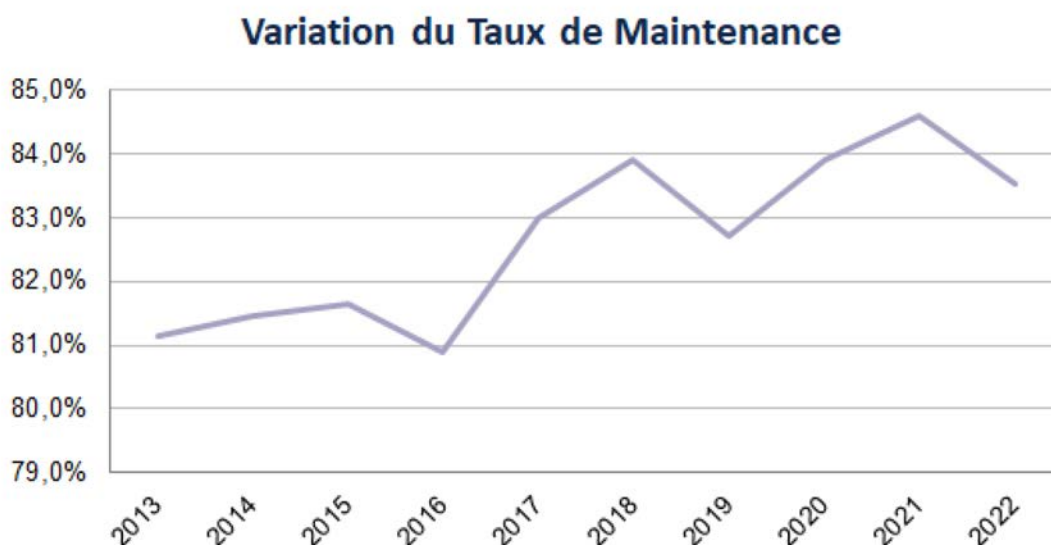


Figure 6 : Variation du taux de Maintenance

(Tableau des chiffres de la figure 6)

La figure 6 met en évidence que ce taux est resté dans la fourchette 81 % - 82 % jusqu'en 2016, avant d'atteindre en 2018 – 2020 des niveaux situés entre 82,8 % et 84 %. L'évolution de 2017 est directement liée à la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui a fait gagner en moyenne 2 points de taux de maintenance au .FR, soit environ 60 000 noms sur un stock de 3 millions.

La baisse de 2019 fut causée par la suppression du portefeuille d'un domainier non éligible à la charte du .FR mais aussi, probablement, par un rattrapage de suppressions qui n'avaient pas pu être effectuées du fait du renouvellement automatique, les titulaires ayant été « surpris » en 2017/2018. Ce phénomène s'est estompé en 2020, conjugué à la transformation numérique contribuant à augmenter la perception de valeur des noms de domaine en tant qu'éléments stratégiques d'une démarche de présence sur internet.

Cette tendance s'est poursuivie en 2021, le taux de maintenance atteignant un record historique à 84,6 %, avant de retomber à 83,5 % en 2022 – ce qui replace le taux aux niveaux de 2018 - 2020.

Cette évolution peut s'expliquer par les conditions économiques entraînant des faillites plus nombreuses ou un « retour à la normale » du volume de défaillances d'entreprises après la fin des aides mises en place en 2020, mais aussi par la réorientation des efforts de nombreuses entreprises vers leur développement « dans le monde réel », l'investissement sur leur présence internet étant devenu accessoire ou perçu comme une source de coûts plus que de bénéfices. Il n'est d'ailleurs pas très surprenant de voir les suppressions augmenter en valeur absolue après la vague de créations de 2020 ; le fait moins « intuitif » est que cette augmentation se soit produite en 2022 plutôt qu'en 2021, comme si les entreprises concernées avaient été relativement attentistes en 2021 en hésitant à alléger leur présence internet, avant de faire ce choix en 2022.

Cette diminution du taux de maintenance est d'autant plus spectaculaire (1,3 point sur un portefeuille de 3 900 000 noms représentant 50 000 noms) que la tendance structurelle est plutôt à la hausse compte tenu du phénomène de l'âge des noms de domaine. En effet, plus un nom est ancien, plus il a de chances d'être renouvelé. La structure du portefeuille de .FR par ancienneté de création est donc un facteur clé pour comprendre le mécanisme.

5.3. La répartition des .FR par ancienneté, un élément d'explication

La Figure 7 ci-dessous montre la répartition des .FR par ancienneté au 31/12/22. Les noms créés en 2022 ont une ancienneté de 0 an, ceux de 2021 une ancienneté de 1 an, etc.

Cette structure est très stable dans le temps, les noms créés durant l'année qui vient de s'écouler représentant toujours 20 % environ du stock (ceci correspondant au Taux de création). On peut discerner trois tiers : les noms créés en 2021 et 2022 (32 %), les noms ayant une ancienneté de 2 à 6 ans (36 %) et les noms ayant une ancienneté de 7 ans ou plus

(32 %). En 2022 le taux de création s'est affaibli par rapport aux années précédentes, ce qui renforce d'autant le poids des noms « anciens » dans le taux de maintenance.

Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/22

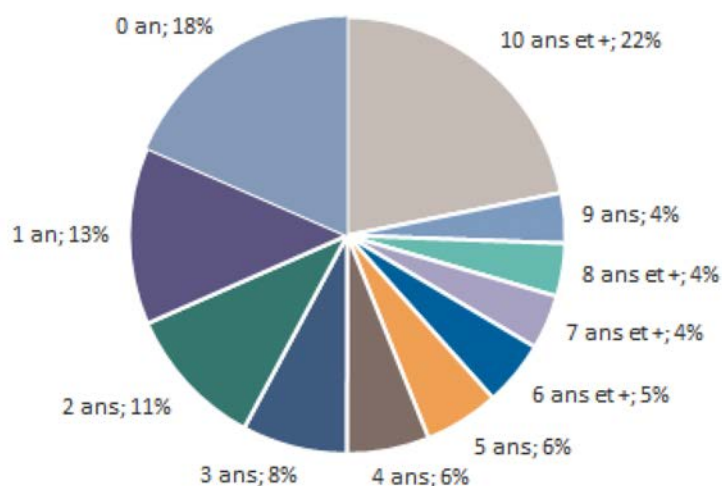


Figure 7 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2022

(Tableau des chiffres de la figure 7)

La structure des .FR par ancienneté a une incidence directe sur le taux de maintenance de l'extension, car ce taux varie avec l'âge des noms de domaine (cf. Fig. 8).

Taux de maintenance par ancienneté des .FR - 2022

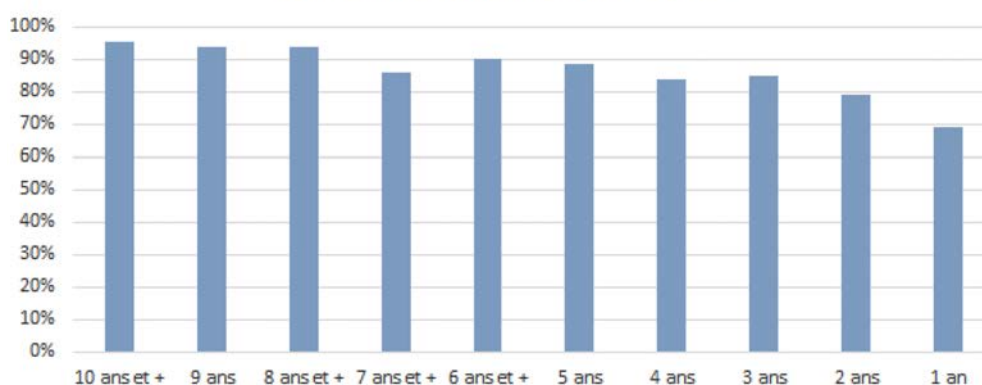


Figure 8 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2022

(Tableau des chiffres de la figure 8)

Le taux de maintenance en année 1 (premier renouvellement) est proche des 70 % et progresse par la suite à 80 % et plus. Un nom de domaine conservé plusieurs années de suite a une probabilité de plus en plus importante d'être conservé dans l'avenir : à partir d'une ancienneté de 5 ans et plus, le taux de maintenance est égal ou supérieur à 90 %.

Le Taux particulièrement faible en année 1 (70 % contre un taux global de 83,5 %) montre que les bureaux d'enregistrement pourraient mener des campagnes de fidélisation efficaces au moment de ce premier anniversaire, l'espérance de gain (le renouvellement des noms) y étant la plus élevée.

Le taux de maintenance n'est jamais de 100 %, ce qui reflète l'existence d'un phénomène d'érosion naturelle décroissant à mesure que les noms gagnent en ancienneté. Toutefois, l'augmentation régulière de la proportion des noms ayant cette ancienneté de 5 ans et plus contribue à expliquer la hausse structurelle du taux de maintenance global du .FR.

Part des noms de 5 ans et + dans le stock de .FR au 31/12

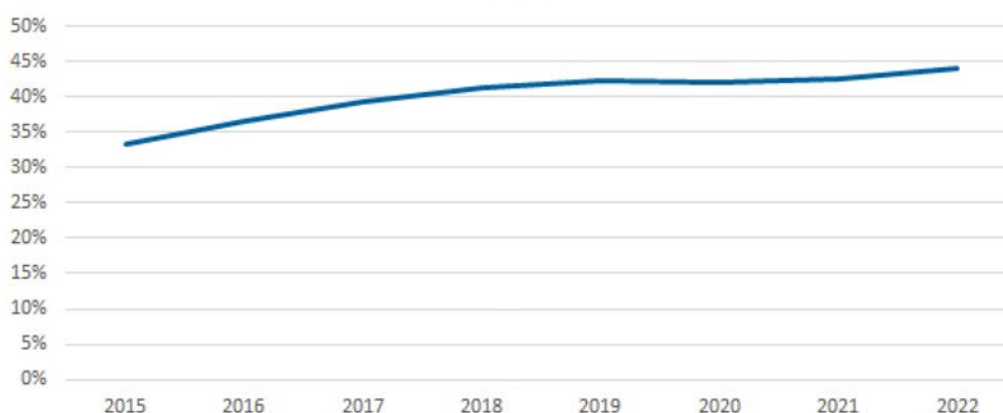


Figure 9 : Part des noms de 5 ans et + dans le stock de .FR au 31/12/2022

(Tableau des chiffres de la figure 9)

Cet indicateur permet de savoir que le taux de maintenance du .FR devrait soit se stabiliser à 83 – 84 %, soit continuer à augmenter légèrement à mesure que les forts volumes de noms créés antérieurement à 2019 atteindront des anciennetés où les taux de maintenance sont de l'ordre de 90 %.

Une baisse notable de ce taux pourrait toujours être provoquée par des suppressions massives ponctuelles chez un bureau d'enregistrement ou par une récession économique. Mais plus le temps passe, plus le phénomène devrait être important pour avoir un impact significatif sur le taux de maintenance.

Deux facteurs pourraient ainsi orienter le Taux de maintenance à la stabilité ou à la baisse en 2023 :

- d'une part, la volatilité des noms est toujours plus forte au moment de leur première échéance de renouvellement ; or la proportion de noms concernés a été plus forte en 2020/2021 que les années précédentes, du fait de la pandémie et de ses conséquences en termes d'accélération de la transition numérique ; bien qu'en réduction en termes de

taux de création, le volume des créations en valeur absolue reste très élevé, plaçant 2022 juste après 2020 et 2021, ce qui « affaiblit » les chances de voir le taux s’apprécier notablement en 2023 ;

- d’autre part, la conjoncture économique peut continuer à entraîner un nombre de défaillances d’entreprises plus élevé qu’à l’ordinaire, et par conséquent des niveaux d’abandons ou de suppressions de .FR plus importants qu’au cours de ces dernières années. Ce scénario déjà évoqué en 2020 et 2021 a commencé à se produire en 2022 et pourrait se poursuivre en 2023.

5.4.Évolution du nombre de .FR depuis 1998

La Figure 10 met en exergue les impacts sur la croissance du .FR des différentes vagues d’ouvertures (2004, 2006, 2011) et de la pandémie (2020/2021).

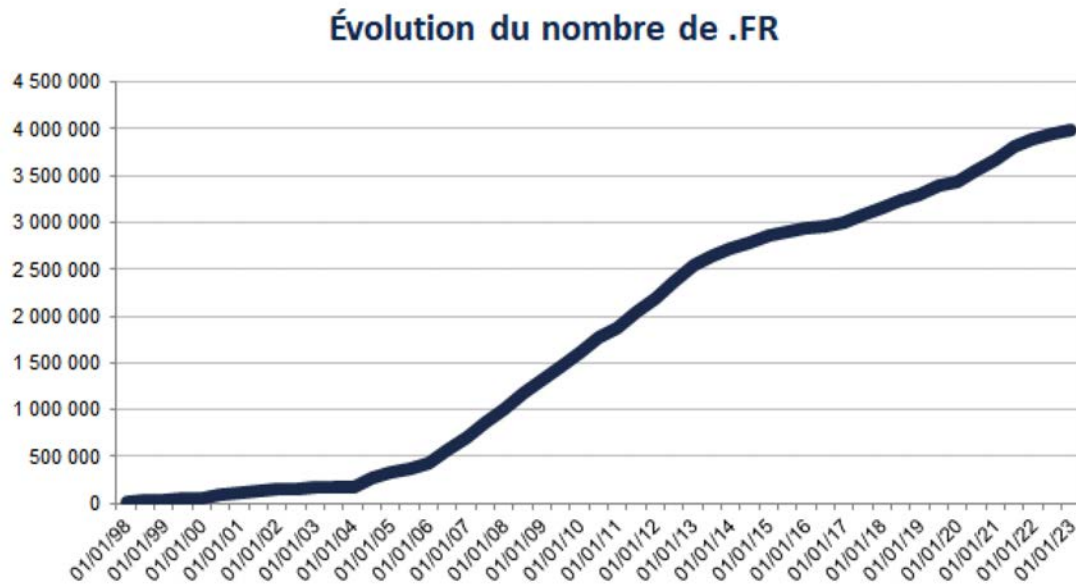


Figure 10: Évolution du nombre de .FR période 1998–2022

(Tableau des chiffres de la figure 10)

On constate que l'assouplissement du « droit au nom » en mai 2004, c'est-à-dire l'abandon de l'exigence d'avoir à justifier d'un droit sur le nom déposé, a été le premier facteur d'accélération de la croissance.

C'est cependant l'ouverture aux particuliers en 2006 qui a été le facteur déterminant, les deux « ouvertures » cumulant leurs effets jusqu'en 2013 sans effet notable de l'ouverture à l'Union européenne (2011).

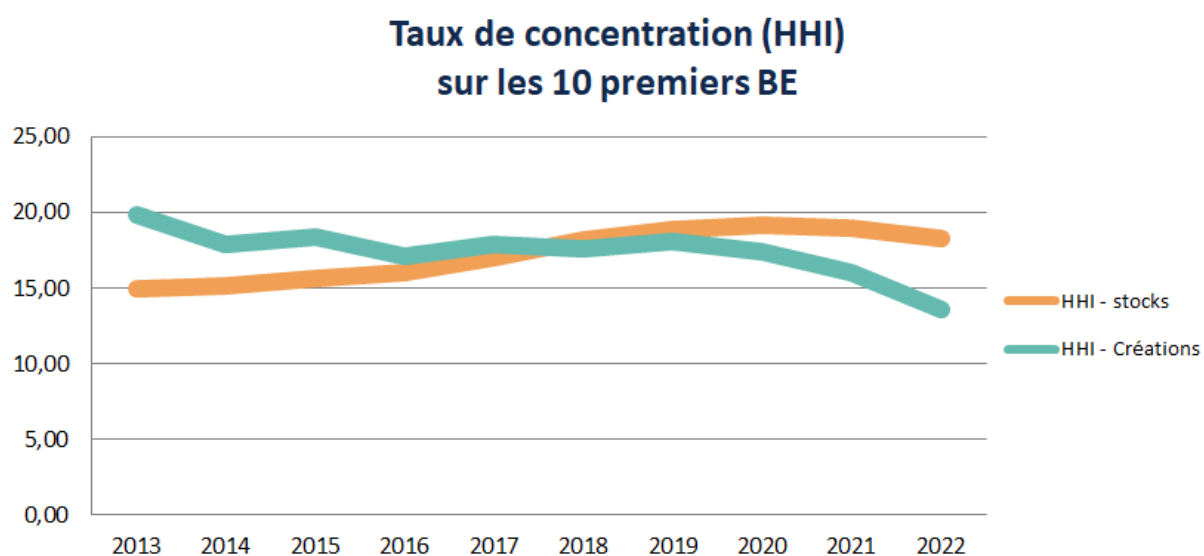
À partir de 2013, la croissance se ralentit et il faut attendre le début 2017 pour franchir les trois millions de .FR. Le rythme reste soutenu en 2018 et 2019, et s'accélère encore en 2020 du fait de la pandémie et des confinements ; les 3,5 millions de .FR sont franchis au 2^{ème} semestre 2020.

En 2021, la pente est restée forte bien qu'une inflexion ait pu être remarquée. Les 4 millions de .FR ont été franchis en décembre 2022 avant qu'un bloc de suppressions ne fasse retomber le stock à 3 996 245 .FR au 31/12/22.

Selon les prévisions explicitées ci-dessus, le stock de .FR devrait s'établir aux alentours de 4 075 000 à la fin 2023, avec environ 740 000 créations et un taux de maintenance stable à 83,5 %.

6. Concentration du marché du .FR

L'indice de concentration du .FR est calculé en prenant la somme des carrés des parts de marché des 10 premiers bureaux d'enregistrements (formule du HHI ou Herfindahl-Hirschmann Index).



**Figure 11 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers Bureaux d'Enregistrement
(2013 – 2022)**

(Tableau des chiffres de la figure 11)

La Figure 11 montre les évolutions de la concentration du « marché » .FR depuis 2013.

À l'heure actuelle, le .FR est toujours considéré aux termes de la nomenclature HHI comme un marché moyennement concentré. Cependant il pourrait être considéré comme significativement concentré si l'indice passait au-delà de 20.

La chute assez nette de l'indice de concentration des créations en 2020/2021, poursuivie et même accentuée en 2022, laisse penser que les « leaders » ont moins profité des conditions

particulières suscitées par l'accélération de la transformation digitale que certains « challengers » mieux équipés pour saisir les opportunités au vol : notamment ceux qui ont pu s'appuyer sur des partenariats avec des plates-formes de création de sites web. Ce constat formulé dès 2020 n'a fait que se renforcer en 2022, l'indice HHI Créations étant à présent inférieur à 15.

La courbe HHI Stock progresse jusqu'en 2019, se stabilise en 2020/2021 et décline en 2022, sous l'effet de l'évolution de l'indice HHI des créations. Celui-ci est passé sous l'indice du Stock dès 2018, mais le décrochage s'est vraiment produit à partir de 2020. Nous sommes donc en phase de déconcentration du marché, l'indice HHI Stock réagissant plus lentement du fait des noms déposés qui constituent en pratique des « positions acquises » pour les bureaux d'enregistrement, la part de noms passant d'un bureau à un autre restant marginale (cf. Fig. 12).

Cette proportion n'a en effet jamais dépassé les 2,5 % entre 2014 et 2019, établissant un « record » ponctuel en 2020 à 3,5 % avant de revenir à ses niveaux habituels (2,3 % en 2021, 2,5 % en 2022).

Pourcentage de noms transférés entre bureaux d'enregistrement

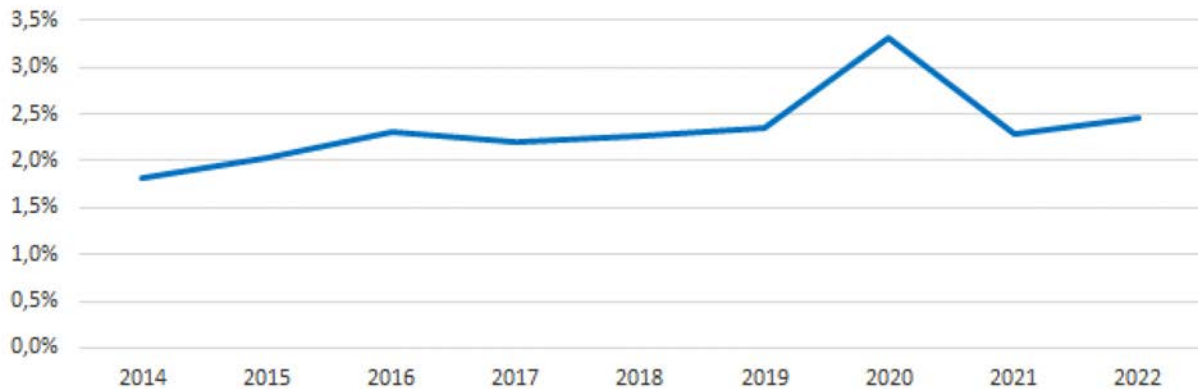


Figure 12 : Pourcentage de noms transférés entre BE (2014 – 2022)

(Tableau des chiffres de la figure 12)

Les portefeuilles sont donc très stables, leurs évolutions étant dictées, au niveau des bureaux d'enregistrement, par les effets conjugués des créations et des renouvellements plus que par les flux de clients captés ou perdus.

Cette relative atonie des taux de transferts inter-bureaux d'enregistrement montre que le marché des noms de domaine en France reste encore un marché « de croissance », la concurrence s'exerçant sur les créations bien plus que sur les clients acquis.

À mesure que le marché entrera dans sa phase de maturité (ce qui ne semble pas encore être le cas dans le contexte du Covid et de l'après-Covid) le taux de transfert inter-bureaux d'enregistrement devrait s'apprécier en reflétant une concurrence accrue sur les clients acquis, l'objectif de certains bureaux d'enregistrement devenant de conquérir des parts de marché en séduisant les clients de leurs concurrents.

Toutefois cette stratégie se heurterait à plusieurs obstacles : les noms de domaine sont souvent associés à différents services de présence internet et le changement de bureau

d'enregistrement peut avoir une incidence sur ces autres services, ce qui est un frein à la décision de transfert.

Dans un contexte de concurrence accrue, des politiques de prix agressives conduiraient à l'augmentation des coûts d'acquisition clients qui ne pourraient être compensés que dans le cadre de « packages » de services intégrant les noms de domaine, ou bien par des tarifs de renouvellement plus élevés que le tarif de transfert initial, ce qui augmenterait la volatilité du portefeuille (augmentation des abandons potentiels) et alimenterait la dynamique des transferts inter-bureaux d'enregistrement.

Placés au cœur des dispositifs de présence internet, les noms de domaine par eux-mêmes ne sont pas encore l'objet d'une concurrence très vive entre acteurs, ainsi qu'en témoigne l'analyse des flux de transferts entre bureaux d'enregistrement.

Flux de transferts entre les 3 premiers bureaux d'enregistrement et les autres

2022	Transferts entrants			
Transferts sortants	3 premiers	Autres	Total	%
3 premiers	17 751	19 236	36 987	39 %
Autres	24 972	33 281	52 640	61 %
Total	42 723	52 517	95 240	
%	45 %	55 %		

Tableau 3: Transferts inter – bureaux d'enregistrement

En 2022, sur 95 240 transferts entre bureaux d'enregistrement, 42 723 (45 % contre 42 % en 2021 et 30 % en 2020) étaient réalisés au profit des trois leaders, tandis que ces mêmes leaders ne perdaient que 36 987 noms (39 % du total contre 37 % en 2021 et 25 % en 2020) au profit des autres bureaux d'enregistrement.

Le solde net des transferts s'établit donc à 5 736 noms en faveur des trois leaders (6 % du total).

Les flux d'échanges entre ces trois leaders ne représentaient que 17 751 noms (19 % contre 16 % en 2021 et 11 % en 2020) alors que les flux entre les autres bureaux pesaient 35 % du total (contre 35 % en 2021 et 56 % en 2020).

Ainsi, les flux de transferts s'exercent au profit des leaders, mais de manière moins concentrée que le niveau global du marché (45 % contre 63 % en stocks). On peut voir dans cette dissonance l'effet des modèles économiques troublant le jeu de la « concurrence pure et parfaite » chère aux économistes.

Tous les bureaux d'enregistrement ne proposent pas le même type de services aux clients qu'ils ciblent, et pas aux mêmes tarifs. La concurrence au niveau des transferts se joue entre bureaux d'enregistrement partageant un même modèle économique, et proposant des offres similaires à des prix assez proches. Un client grand compte a ainsi peu de chances de passer chez un bureau d'enregistrement ciblant le grand public et les TPE/PME, de même qu'un particulier ou une TPE seront vraisemblablement peu attirés par des tarifs élevés incluant des prestations dont ils n'auront pas besoin.

Le phénomène des flux de transferts met aussi en lumière les enjeux croissants liés aux réseaux de revendeurs, qui peuvent faire migrer de l'un à l'autre les portefeuilles de noms de domaine que leurs clients leur ont confié en gestion.

Bien qu'ils n'occupent pas une part majoritaire dans les flux inter-bureaux d'enregistrement, les trois leaders restent puissants sur le marché du .FR. On observe cependant que leur part de marché globale tend à s'effriter, dans le contexte de la déconcentration progressive du marché du .FR.

La figure 13 ci-dessous décrit l'évolution depuis 2013 des parts de marché des trois premiers acteurs, en stock et en créations. Elle montre que le phénomène de « déconcentration » (concentration des créations inférieure à celle du Stock) a commencé pour eux dès 2017, la concentration en stock continuant à progresser tout en « freinant » progressivement (+ 3,1 points en 2017, + 0,9 en 2018, + 0,4 en 2019) avant de diminuer en 2020 (- 0,4), 2021 (-0,6) et 2022 (-1,4), ce processus semblant s'accélérer.

Cette évolution est très proche de celle que nous avons pu constater pour l'ensemble du .FR, montrant que cette dernière est bien déterminée par les performances des trois premiers bureaux d'enregistrement.

Ces données confirment en outre l'idée que les grands leaders n'ont pas été ceux qui ont le plus profité, en termes relatifs, des effets de l'accélération de la transformation numérique en 2020. Cette situation a perduré en 2021 et s'est accentuée en 2022. Le fort différentiel entre créations (53 %) et Stocks (63 %) met en lumière la perte de vitesse relative des trois leaders sur le segment de marché le plus concurrentiel, celui des créations. Bien que de taille significativement plus modeste, leurs « challengers » ont probablement pu proposer des profils d'offres mieux adaptés aux conditions particulières nées de la pandémie. À moyen – long terme, ces offres pèsent aussi sur les taux de maintenance, impactant la part de marché des trois leaders en stock.

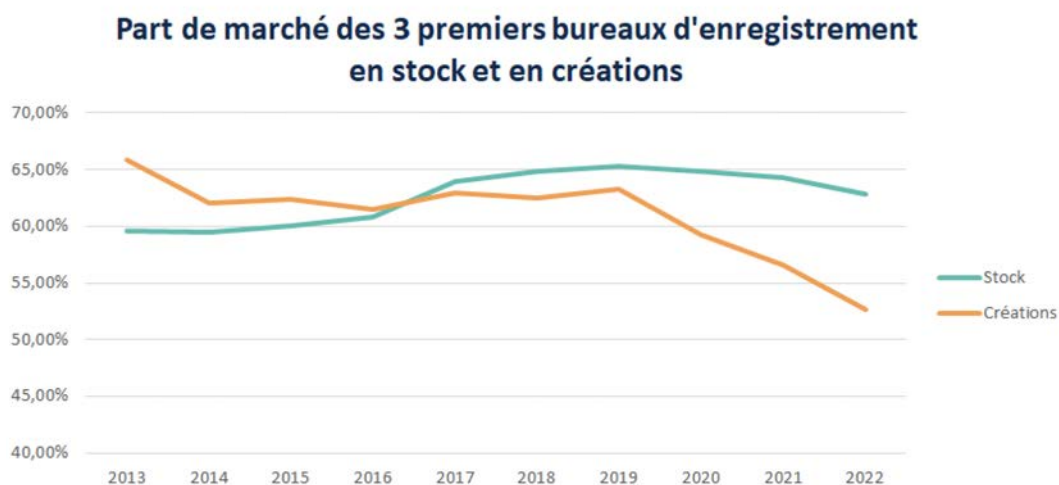


Figure 13 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement en stock et en créations (2013 – 2022)

(Tableau des chiffres de la figure 13)

Le poids de ces trois acteurs – près des deux tiers du .FR à eux seuls – reste aujourd’hui considérable dans l’activité du .FR en regard du nombre de bureaux d’enregistrement actifs sur cette extension. Mais si leur part dans les créations venait à tomber sous les 50 % comme ce sera peut-être le cas en 2023, ce serait un signe fort, annonciateur d’une évolution en profondeur des facteurs clés de succès du marché des noms de domaine en France.

7. Répartition des .FR sur le territoire national

Le Tableau 4 montre que les disparités entre dynamiques régionales se sont maintenues en 2022, même si les performances ont été moins fortes en termes de croissance.

Il existe toujours un « peloton de tête » composé de la Normandie, de la Corse, de la Bourgogne Franche Comté, de la Nouvelle Aquitaine, de la Bretagne, des Ultra-Marins qui ont un taux de croissance égal ou supérieur à 3 % (pour un taux de croissance global du .FR de 2,9 %).

Ce classement montre que le phénomène de « rattrapage » connu par un certain nombre de régions depuis le Covid s'est poursuivi en 2022, l'Île de France présentant la situation paradoxale d'être à la fois la plus importante en parts de marché (29 %) et la plus faible en termes de croissance (+ 0,2 %).

Région	2022	Var. 2022	PdM 2022
Grand-Est	216	2,6 %	5 %
Nouvelle Aquitaine	276	3,0 %	7 %
Auvergne Rhône-Alpes	471	1,9 %	12 %
Bourgogne Franche-Comté	99	3,2 %	3 %
Bretagne	137	3,0 %	3 %
Centre Val de Loire	92	2,1 %	2 %
Corse	12	4,0 %	0 %
Île de France	1139	0,2 %	29 %
Occitanie	309	2,7 %	8 %
Hauts de France	197	1,8 %	5 %
Normandie	112	4,1 %	3 %
Pays de la Loire	181	2,3 %	5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	301	2,7 %	8 %
Ultra-marins	40	3,6 %	1 %

Tableau 4: Répartition des .FR par région des titulaires en 2022

Les poids des différentes régions correspondent à l'existence de grands centres urbains et économiques : l'Auvergne Rhône-Alpes vient en 2^{ème} position avec 12 %, la Provence Alpes Côte d'Azur et l'Occitanie en 3^{ème} avec 8 % chacune, la Nouvelle-Aquitaine en 5^{ème} avec 7 %, etc. Les régions les plus rurales, Normandie, Corse, Ultra-Marins, Centre Val de Loire, Bretagne, Bourgogne Franche Comté et Grand-Est sont plus en retrait, même si l'on a vu que certaines d'entre elles étaient aussi les plus fortes en termes de croissance.

Mais une partie de la croissance du .FR a aussi été obtenue grâce aux titulaires situés à l'étranger.

8. Titulaires étrangers

L'ouverture du .FR à l'Europe a eu lieu en 2011, avec un impact limité sur la dynamique de croissance du .FR. Le pourcentage de .FR déposés par des étrangers n'a pourtant pas cessé d'augmenter ensuite, passant de 4,9 % en 2013 à 8,6 % en 2017.

L'année 2018 fut la première à voir cette proportion décliner (- 0,2 point), mais la tendance est revenue à la hausse dès 2018 et s'est poursuivie depuis, avec 9,7 % de .FR déposés par des titulaires situés à l'étranger à la fin 2022. **La croissance du nombre de noms déposés par des étrangers a ainsi été supérieure à celle du .FR dans son ensemble : + 9,5 % contre + 2,9 %.**

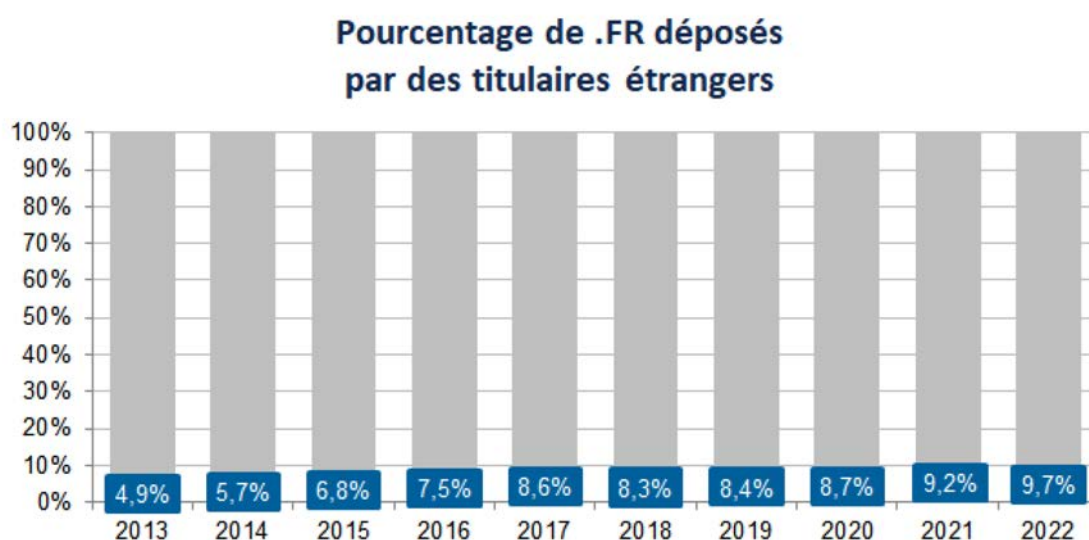


Figure 14 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

(Tableau des chiffres de la figure 14)

Les titulaires étrangers sont toujours principalement situés aux Pays-Bas qui se placent à la 1^{ère} place en 2022 (93 000 contre 70 000 en 2021), en Allemagne (79 000 .FR contre 76 000), en Belgique (43 000 contre 42 000). La forte progression observée aux Pays-Bas depuis plusieurs années pourrait être la conséquence d'activités de domaining chez les acteurs de ce pays, au travers de bureaux d'enregistrement spécialisés.

9. DNSSEC

La proportion de .FR signés au moyen de DNSSEC est passée de 3,8 % en 2013 à 13,0 % en 2017, soit un triplement en volume, de 103 000 noms à 424 000 noms.

La situation s'est ensuite dégradée en pourcentages entre 2017 et 2020, avant de s'améliorer sensiblement en 2021 (+5.4 points) et 2022 (+1,1 point).

Ceci est dû à une politique volontariste de certains grands bureaux d'enregistrement qui ont adopté des procédures visant par exemple à signer en DNSSEC les nouveaux noms déposés.

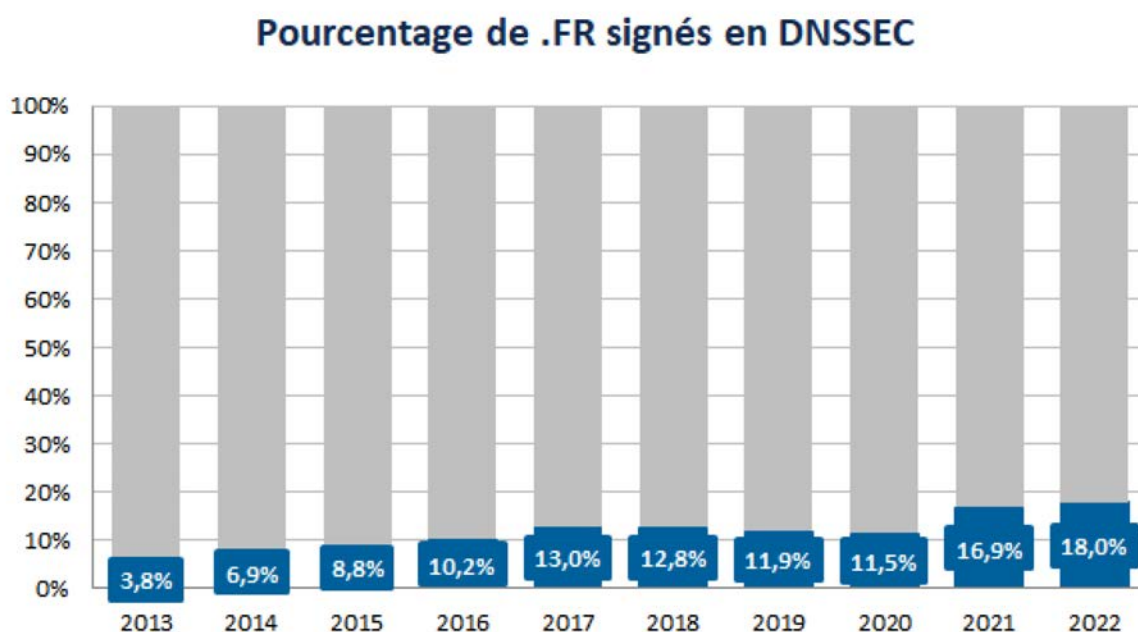


Figure 15 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

(Tableau des chiffres de la figure 15)

Bien que cette évolution soit très encourageante, ce taux reste encore assez modeste en regard de ceux d'autres extensions européennes.

L'apparition en 2020 d'un nouveau type d'attaque baptisé SAD permettant d'empoisonner la mémoire d'un résolveur DNS (c'est-à-dire de lui faire accepter des réponses mensongères, qu'il distribuera ensuite à ses clients) est venue renforcer l'actualité de DNSSEC, seule solution fiable contre l'attaque SAD. C'est vraisemblablement à ce contexte que l'on peut attribuer la progression notée depuis 2021.

10. Noms en caractères accentués sous .FR

Inchangée depuis 2019, la proportion de noms en .FR au format IDN, c'est-à-dire contenant des caractères accentués, reste faible avec ses 0,7 %.

Il faut mettre cette stabilité en pourcentage en regard de la variation du stock : le nombre de noms « IDN » sous .FR a crû de 2,5 % en 2022 pour s'établir à 29 286.

Ces chiffres restent anecdotiques à l'échelle du .FR, recouvrant sans doute un grand nombre de noms défensifs (marques contenant des caractères accentués) et quelques noms spéculatifs (noms communs contenant des caractères accentués). L'absence d'usages probants explique la faiblesse du pourcentage et le cercle parfois vertueux, parfois vicieux qui lie étroitement les flux de noms de domaine et l'usage qui en est fait.

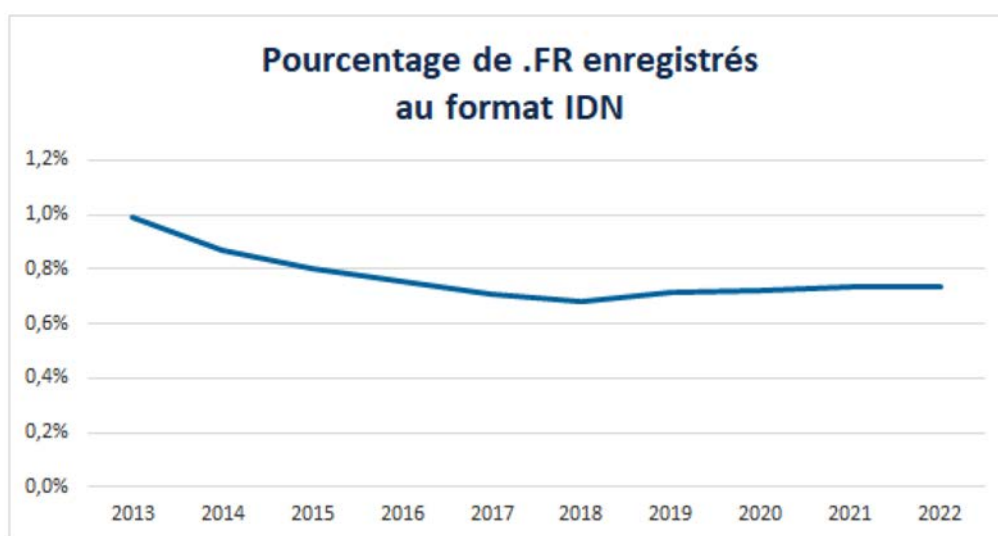


Figure 16 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

(Tableau des chiffres de la figure 16)

11. Dépôts en mode multi-années

Les dépôts et renouvellements de .FR pour des durées supérieures à 1 an (et pouvant aller jusqu'à 10 ans) sont possibles depuis le 30 mars 2015. Mais bien que cette possibilité existe depuis bientôt huit ans, la proportion de .FR enregistrés ou renouvelés pour des durées supérieures à 1 an reste marginale. Elle est même passée sous les 6 % en 2022.

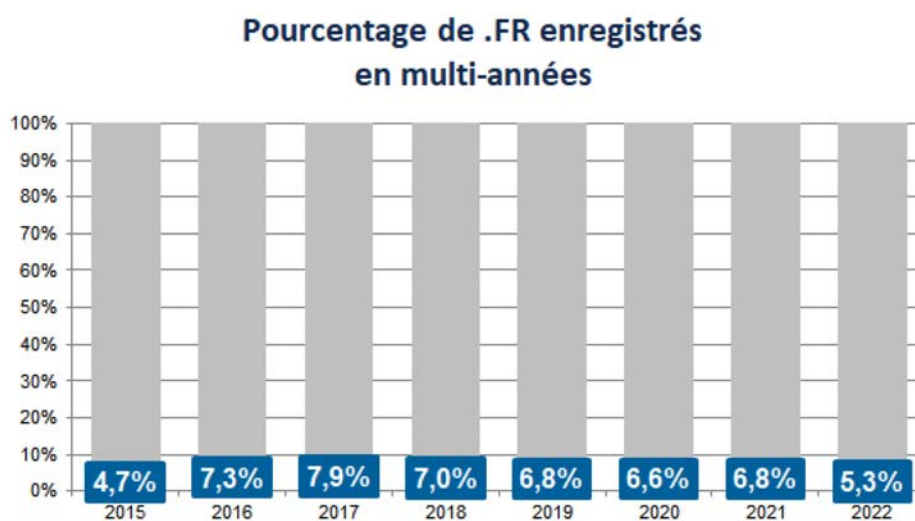


Figure 17: Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

(Tableau des chiffres de la figure 17)

Il y avait 211 906 .FR déposés pour deux ans ou plus au 1^{er} janvier 2023, soit une baisse de 51 816 noms en valeur absolue, de 19,6 % en pourcentage et de 1,5 point en pourcentage du total des .FR.

La tendance au déclin a donc repris en 2022 et peut toujours s'expliquer par la mise en place de systèmes de renouvellement automatiques par plusieurs grands bureaux d'enregistrement, qui rend moins intéressant le dispositif multi-années.

Noms multi-années par année d'échéance au 1/01/23

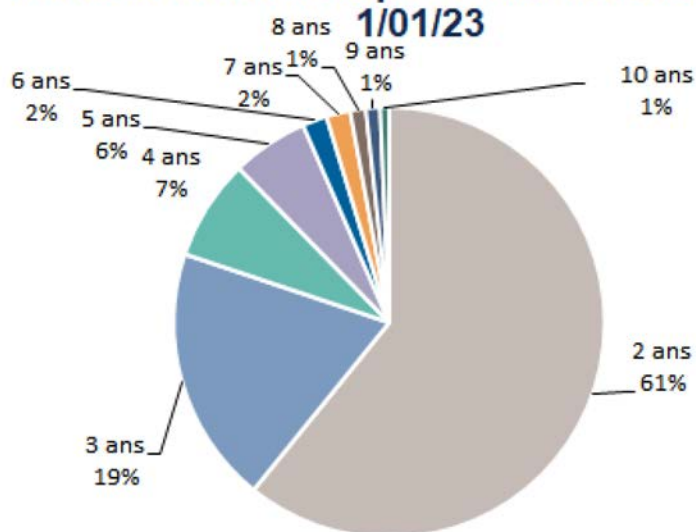


Figure 18 : Ventilation des multi-années par année d'échéance

(Tableau des chiffres de la figure 18)

La structure des échéances (de 2 ans à 10 ans) montre que l'essentiel des multi-années est à une échéance de 2 ou 3 ans (80 % contre 84 % en 2021), les autres échéances allant décroissant. Cette structure est globalement stable dans le temps.

12. Le .FR et la création d'entreprises

Les créations de .FR sont opérées :

- par des entreprises existant depuis un certain temps, dans le cadre de leur activité ;
- par des entreprises en création ;
- par des porteurs de projets déposant leurs noms de domaine à titre personnel en l'absence de structure juridique ;
- par des personnes physiques ayant des besoins d'ordre professionnel ou privé induisant le dépôt de .FR.

On ne peut donc s'attendre à une situation où les créations de .FR seraient entièrement dues aux créations d'entreprises, d'autant plus que les nouveaux ou futurs entrepreneurs ne déposent pas uniquement des .FR.

Cependant il nous a paru intéressant de comparer les évolutions des créations de .FR et d'entreprises, sur la base des données fournies par l'INSEE.

La Figure 19 ci-dessous montre qu'il existe un lien entre la dynamique du .FR et la création d'entreprises, notamment la création d'entreprises individuelles (E.I.) plutôt que d'entreprises « sous forme sociétaire ».

Ce lien est particulièrement visible sur la période 2013-2017, où les chiffres annuels étaient assez stables, comme en 2019-2020 où les créations ont évolué à la hausse. Le .FR semble avoir un peu moins profité des créations d'entreprises en 2021 et 2022, peut-être parce que les entreprises nouvellement créées durant ces années-là se sont moins immédiatement dotées d'une présence internet qu'en 2020, mais ceci reste une hypothèse à vérifier.

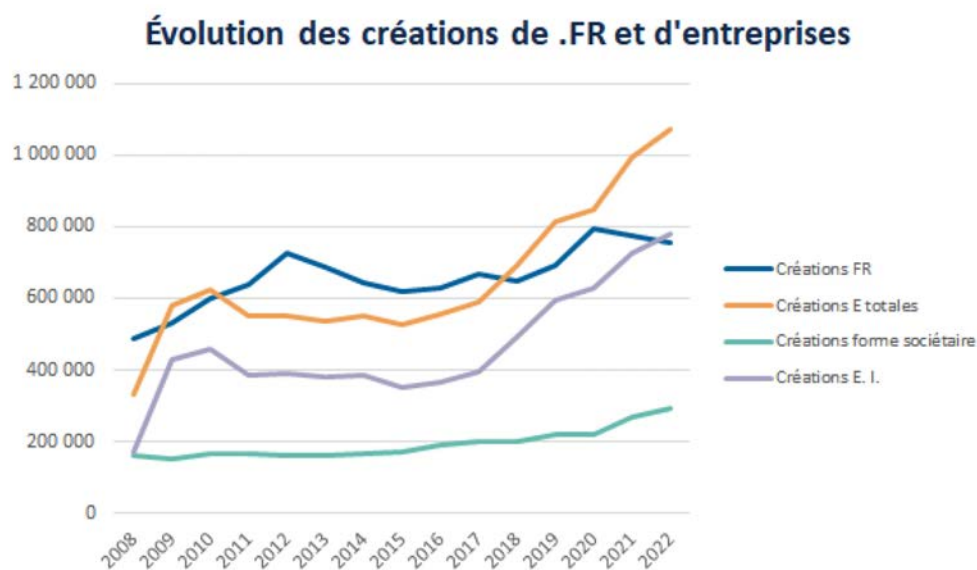


Figure 19 : Créations de .FR et d'entreprises

(Tableau des chiffres de la figure 19)

Ce lien peut être mesuré en calculant le taux de corrélation linéaire sur plusieurs années (Figure 20). On constate que ce coefficient a atteint un pic en 2020 avant de retomber vers 0,65, la corrélation entre créations de .FR et entreprises sous forme de société étant légèrement moins forte qu'avec les entreprises individuelles (0,6 contre 0,65).

Évolution des coefficients de corrélation linéaire



Figure 20 : Taux de corrélation linéaire créations .FR et d'entreprises 2017-2022

(Tableau des chiffres de la figure 20)

Compte-tenu de la multiplicité des paramètres entrant en ligne de compte, il est difficile de donner des explications définitives de ces variations. La tendance constatée en 2020 – 2021 incite toutefois à penser que les entreprises en création ont eu, plus que les années précédentes, le réflexe d'adopter une présence numérique, ce qui s'est moins produit en 2022. En effet, la part de marché du .FR s'étant appréciée en 2022 au détriment de celle du .COM, le delta entre la dynamique de création d'entreprises et la tendance de créations de .FR n'a pu être comblée par le recours à un autre TLD. On peut donc en déduire que la cause tient aux pratiques générales des entreprises créées en 2022 plus qu'à un « arbitrage » défavorable au .FR.

L'évolution des défaillances d'entreprises mérite aussi d'être étudiée puisqu'elle constitue un facteur pouvant influencer sur le niveau des suppressions de .FR.

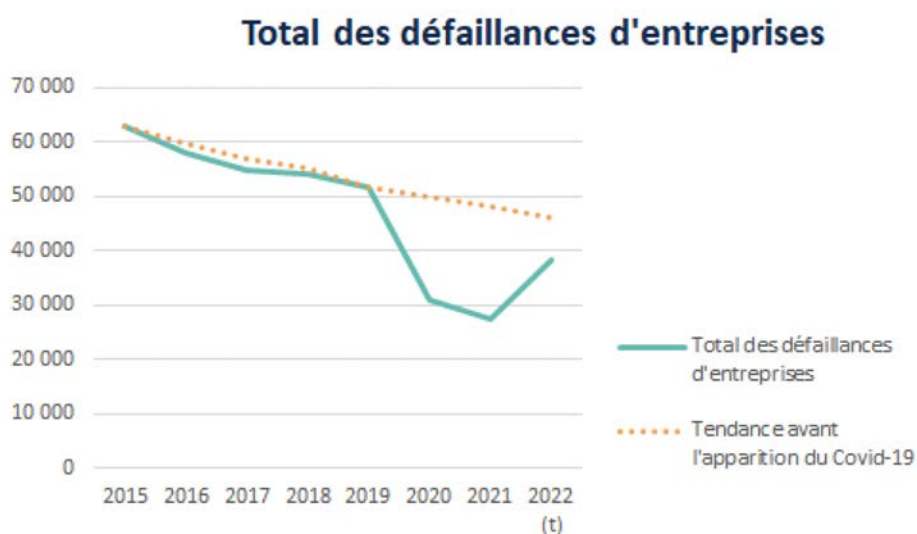


Figure 21 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 20/01/23 allant jusqu'à novembre 2022.

Le chiffre 2022 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2021.

(Tableau des chiffres de la figure 21)

Le décrochement visible de 2020 / 2021 est vraisemblablement attribuable aux aides gouvernementales qui ont protégé les entreprises de défaillances liées à la crise sanitaire tout en permettant de survivre à certaines qui auraient dû faire faillite dans des conditions normales.

Le volume d'entreprises concernées peut être visuellement estimé à environ 20 000 en 2020 comme en 2021. Il pourrait donc s'être formé un « gisement » d'entreprises fragiles qui seraient susceptibles de périr une fois les aides gouvernementales supprimées.

En 2022 le nombre de défaillances a augmenté de manière très significative (+39 %) mais il est resté encore inférieur d'environ 8 000 au chiffre qu'il aurait dû atteindre si l'on prolonge la tendance pré-Covid. Il faut donc s'attendre à ce que le chiffre 2023 soit en progression,

soit se stabilisant sur ladite tendance, soit la dépassant en commençant à résorber le « déficit » artificiel des années 2020 – 2022.

L'impact de l'augmentation des défaillances de 11 000 en 2022 a pu peser sur le taux de maintenance du .FR, en le privant de 0,3 point (pour une part de marché de 39 % environ).

13. Perspectives 2023 du .FR

L'activité du .FR a été conditionnée en 2020 par le Covid et les confinements qui s'en sont suivis. L'année 2021 fut encore marquée par le phénomène mais vit se produire un « retour à la normale » progressif à partir du printemps. La question devenait dès lors de savoir si les acquis de l'accélération de la transition numérique se révéleraient pérennes ou non, dans un contexte économique demeurant incertain.

En 2022, le rythme des créations de .FR s'est maintenu à un niveau exceptionnel par rapport aux années antérieures au Covid, ce qui parle en faveur de la pérennisation de pratiques numériques chez les entreprises.

Toutefois, la hausse des suppressions de .FR, des défaillances d'entreprises et la dégradation de la corrélation entre les créations de .FR et d'entreprises donne une vision plus nuancée de la situation. Une part importante d'entreprises reste marquée par la transition numérique et la « transforme » dans la durée. Une autre semble être revenue au *statu quo ante*, soit en délaissant son dispositif de présence internet, soit, le cas échéant, en s'appuyant sur d'autres solutions ne requérant pas de nom de domaine, type media sociaux ou market places, soit enfin en considérant qu'il ne s'agit pas d'une priorité forte lorsque l'entreprise est encore en période de création.

Tout se passe comme si la priorité à la présence internet, imposée par les événements en 2020 – 2021, était globalement revenue à sa place d'autrefois. Incontournable, sans aucun doute, mais moins importante ou rentable aux yeux de nombre de TPE/PME que le développement « dans le monde réel », par les moyens traditionnels.

Dans un contexte économique morose, la perception de *retour sur investissement* est clé : d'autres études de l'Afnic, comme celle menée dans le contexte de Réussir avec le Web, montrent que c'est cette perception qui est actuellement en défaut. Se doter d'un site

internet, mais aussi le faire vivre, le faire connaître, est un investissement continu en temps et en argent, en acquisition de compétences aussi, qui peut paraître peu rentable à un certain nombre d'entreprises (ce sentiment se retrouvant aussi à l'égard des réseaux sociaux). Après l'expérience de 2020 – 2021, celles qui n'ont pas été convaincues peuvent être tentées de renoncer à leur dispositif de présence sur internet.

L'année 2023 devrait donc s'inscrire dans cette conjonction de tendances contraires entre les TPE/PME ayant intégré les pratiques numériques et celles qui, pour différentes raisons, n'ont pas réussi à franchir le pas et y renoncent ou maintiennent l'existant sans le développer.

Si ces deux hypothèses fortes se vérifient, nous devrions voir les créations de .FR se maintenir à un niveau élevé en regard des moyennes d'avant 2020, tout en observant une dégradation du taux de maintenance liée aux suppressions plus fortes que d'habitude de noms déposés en 2020 et 2021, noms qui, par leur volume, représentent actuellement le quart du stock des .FR.

La croissance du .FR devrait être de l'ordre de 2 %, légèrement au-dessus de la moyenne des autres ccTLD européens.

Un enjeu majeur pour l'économie numérique française en 2023 consiste donc à continuer à stimuler l'acquisition de « bonnes pratiques » numériques par les entreprises de toutes tailles, en soutenant celles qui se sont déjà approprié ces nouveaux outils et en « repêchant » celles qui sont tentées d'y renoncer afin d'éviter que ne se crée, ou recrée, une « fracture numérique » entre entreprises.

Toutes les entreprises n'ont pas un égal besoin des outils numériques et d'une présence internet, mais il en est peu qui n'aient pas un bénéfice à en retirer.

Les efforts continus de l'Afnic en direction des TPE/PME, comme « Réussir avec le web » ou l'initiative « Je passe au numérique » font partie des réponses possibles.

Plus que jamais, l'Afnic est un acteur important du développement de l'internet en France et un partenaire privilégié pour les pouvoirs publics comme pour les structures privées, au premier rang desquelles les TPE/PME.

Annexe : Données sources des graphiques

Figure 21 : Évolution des croissances annuelles (2013 – 2022)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Croissance FR	15,6%	14,7%	8,1%	5,1%	3,2%	2,2%	5,2%	4,4%	3,7%	7,0%	5,8%	2,9%
Croissance marché français	19,1%	4,1%	5,8%	4,9%	5,3%	2,6%	3,2%	2,1%	2,0%	6,1%	3,6%	1,3%
Croissance zone UE (hors UK)					3,0%	1,9%	2,9%	0,0%	0,7%	3,4%	2,9%	2,0%
Croissance marché global					9,2%	10,6%	0,8%	4,0%	4,6%	-0,2%	0,5%	1,9%

(Retour au graphique 1)

Figure 22 : Évolution des parts de marché en France (2013 – 2022)

Les données des TLD autres que le .FR sont des estimations fournies par ZookNIC.

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
FR	32,3%	35,9%	36,4%	36,4%	35,7%	35,7%	36,4%	37,2%	37,7%	38,0%	38,8%	39,4%
COM	46,2%	43,0%	43,3%	42,6%	43,2%	43,3%	43,4%	44,6%	45,2%	44,5%	45,1%	44,6%
Autres Legacy	16,9%	16,3%	15,7%	15,2%	14,9%	14,0%	13,0%	12,1%	11,3%	11,0%	10,7%	10,4%
Autres ccTLD	4,7%	4,8%	4,7%	4,6%	4,2%	4,1%	4,0%	3,7%	3,5%	3,3%	3,1%	3,0%
nTLD				1,3%	2,1%	3,0%	3,3%	2,4%	2,3%	3,3%	2,4%	2,7%

(Retour au graphique 2)

Figure 23 : Évolution de l'activité du .FR (2013 – 2022)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créations	628 258	717 434	676 946	641 304	614 259	627 626	667 948	648 563	694 063	793 441	776 514	753 412
Suppressions	332 066	395 346	473 336	503 716	523 261	562 471	511 386	509 602	570 408	551 994	564 245	639 367
Solde net	296 192	322 088	203 610	137 588	90 998	65 155	156 562	138 961	123 655	241 447	212 269	114 045
Renouvellements	1 561 893	1 794 805	2 038 903	2 212 133	2 330 126	2 381 914	2 498 141	2 656 503	2 734 888	2 876 957	3 106 127	3 243 035

(Retour au graphique 3)

Figure 24 : Formation du solde net du .FR (2013 – 2022)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Solde net	322 088	203 610	137 588	90 998	65 155	156 562	138 977	123 885	241 447	212 269	114 045
Variation des renouvellements	232 912	244 098	173 230	118 043	51 788	116 227	158 362	78 385	142 069	229 170	136 908
Variation des créations	89 176	-40 488	-35 642	-27 045	13 367	40 322	-19 385	45 500	99 378	-16 927	-23 102

(Retour au graphique 4)

Figure 25: Variation du Taux de Création

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de création	28,7%	28,6%	24,9%	22,5%	20,9%	20,9%	21,1%	19,6%	20,2%	21,6%	20,0%	18,9%

Figure 26 : Variation du taux de Maintenance

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taux de maintenance	82,5%	81,9%	81,2%	81,5%	81,7%	80,9%	83,0%	83,9%	82,7%	83,9%	84,6%	83,5%

(Retour au graphique 6)

Figure 27 : Structure du .FR par ancienneté des noms au 31/12/2022

	10 ans et +	9 ans	8 ans et +	7 ans et +	6 ans et +	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an	0 an
31/12/22	22%	4%	4%	4%	5%	6%	6%	8%	11%	13%	18%

(Retour au graphique 7)

Figure 28 : Taux de maintenance par ancienneté des .FR en 2022

	10 ans et +	9 ans	8 ans et +	7 ans et +	6 ans et +	5 ans	4 ans	3 ans	2 ans	1 an
Taux de maintenance 2022	95%	94%	94%	86%	90%	89%	84%	85%	79%	69%

(Retour au graphique 8)

Figure 29 : Part des noms de 5 ans et + dans le stock de .FR au 31/12/2022

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Part des noms de 5 ans et +	33%	37%	39%	41%	42%	42%	43%	44%

(Retour au graphique 9)

Figure 31 : Taux de concentration (HHI) sur les 10 premiers BE (2013 – 2022)

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
HHI - stocks	11,39	12,27	13,47	14,93	15,11	15,63	16,02	16,99	18,19	18,92	19,13	19,00	18,30
HHI - Créations		16,27	17,84	19,84	17,91	18,4	17,15	17,9	17,58	18,07	17,38	16,01	13,57

(Retour au graphique 11)

Figure 32 : Pourcentage de noms transférés entre BE (2014 – 2022)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de .FR au 1er janvier	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488
Nombre de .FR transférés d'un BE à un autre	49 046	57 776	68 201	65 996	71 648	77 389	113 675	84 167	95 240
%	1,8%	2,0%	2,3%	2,2%	2,3%	2,3%	3,3%	2,3%	2,5%

(Retour au graphique 12)

**Figure 33 : Part de marché des 3 premiers bureaux d'enregistrement
en stock et en créations (2013 – 2022)**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Stock	59,60%	59,50%	60,00%	60,80%	63,90%	64,80%	65,3%	64,9%	64,3%	62,9%
Créations	65,90%	62,00%	62,40%	61,50%	62,90%	62,50%	63,3%	59,3%	56,6%	52,7%

(Retour au graphique 13)

Figure 34 : Pourcentage de .FR déposés par des titulaires étrangers

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
%	4,9%	5,7%	6,8%	7,5%	8,6%	8,3%	8,4%	8,7%	9,2%	9,7%
% français	95%	94%	93%	92%	91%	92%	92%	91%	91%	90%
Nombre de Noms déposés par des étrangers	132 539	161 654	199 480	226 738	270 758	272 861	286 656	318 798	355 256	388 914
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 372	3 882 488	3 996 245
Dont UE (hors UK 2021-)	126 353	154 912	191 886	219 558	263 394	265 523	278 496	310 656	323 803	362 489
% UE / Etrangers	95,3%	95,8%	96,2%	96,8%	97,3%	97,3%	97,2%	97,4%	91,1%	93,2%

(Retour au graphique 14)

Figure 35 : Pourcentage de .FR signés en DNSSEC

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
%	4%	7%	9%	10%	13%	12,8%	11,9%	11,5%	16,9%	18,0%
% non DNSSEC	96%	93%	91%	90%	87%	87%	88%	88%	83%	82%
Nombre de Noms signés en DNSSEC	102 898	196 807	258 321	308 459	410 651	423 625	408 871	422 621	656 054	718 232
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245

(Retour au graphique 15)

Figure 36 : Pourcentage de .FR enregistrés au format IDN

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
%	1,0%	0,9%	0,8%	0,8%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%	0,7%
Nombre de Noms en caractères IDN	26 828	24 878	23 717	22 724	22 467	22 467	24 580	26 605	28 568	29 286
Nombre de .FR	2 715 849	2 853 206	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 670 371	3 882 488	3 996 245

(Retour au graphique 16)

Figure 37: Pourcentage de .FR enregistrés en multi-années

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
%	4,7%	7,3%	7,9%	7,0%	6,8%	6,6%	6,8%	5,3%
% pas multi-années	95%	93%	92%	93%	93%	93%	93%	95%
Nombre de noms enregistrés en multi-années	139 278	220 137	251 225	232 967	233 929	242 761	263 722	211 906
Nombre de .FR	2 944 403	3 009 527	3 166 105	3 305 296	3 428 951	3 672 371	3 882 488	3 996 245

(Retour au graphique 17)

Figure 38 : Ventilation des multi-années par année d'échéance

	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans	Total
2022	128 903	40 926	16 030	12 164	3 916	3 813	2 468	2 280	1 406	211 906

(Retour au graphique 18)

Figure 39 : Créations de .FR et d'entreprises

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créations FR	489 374	531 449	597 725	638 095	728 807	688 302	641 346	619 659	627 626	667 948	648 563	694 063	793 441	776 514	753 412
Créations E totales	331 439	580 193	622 039	549 805	549 975	538 185	550 794	525 091	554 031	591 267	691 283	815 257	848 164	995 519	1 071 881
Créations forme sociétaire	161 808	152 303	163 659	166 674	159 529	158 875	165 764	171 998	188 843	197 899	201 087	218 426	218 054	267 075	293 384
Créations E. I.	169 631	427 890	458 380	383 131	390 446	379 310	385 030	353 093	365 188	393 368	490 196	596 831	630 110	728 444	778 497

(Retour au graphique 19)

Figure 40 : Taux de corrélation linéaire créations .FR et d'entreprises 2017-2022

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
FR / Total E	0,96	0,28	0,62	0,86	0,80	0,68
FR / F. sociétaires	0,86	0,73	0,83	0,73	0,70	0,58
FR / E. I.	0,99	0,24	0,59	0,87	0,81	0,71

(Retour au graphique 20)

Figure 21 : Total des défaillances d'entreprises

Source : INSEE. Dernière mise à jour du 20/01/23 allant jusqu'à novembre 2022.

Le chiffre 2022 est une projection en fonction des poids historiques de chaque mois entre 2015 et 2021.

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (t)
Total des défaillances d'entreprises	62 806	57 959	54 687	54 012	51 502	31 068	27 526	38 174
Tendance avant l'apparition du Covid-19	62 806	59 500	57 000	55 000	51 500	50 000	48 000	46 000

(Retour au graphique 21)

